



Face à la presse, le ministre de la Communication a affirmé que l'assassinat des hommes en tenue dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest est une guerre à la République par les sécessionnistes.

Les manifestations dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'amplifient au fil du temps. Alors que le gouvernement en était encore à l'étape de l'apaisement avec les populations locales, voilà que la situation vire au terrorisme. Entre le 6 et le 10 novembre dernier, quatre membres des forces de défense et de sécurité en service commandé ont trouvé la mort, tombés sous les balles de militants se réclamant du mouvement sécessionniste connu sous le nom de « Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front » en abrégé le Scacuf.

Il s'agit du gendarme-major Bienvenu Djonlay, pris dans une embuscade puis froidement abattu par ses bourreaux. Puis, le maréchal des Logis-chef Dieudonné Hinma. Ce sous-officier de gendarmerie a été tué le 7 novembre 2017 lors d'une attaque contre un poste de contrôle mixte police-gendarmerie sur la route menant vers la localité de Bafut, à la sortie de la ville de Bamenda. Quelques heures plus tard, le 8 novembre 2017, l'élève-gendarme David Sali commis au service de sécurisation du collège Saint-Michel au quartier Bayele à Bamenda a été retrouvé mort atteint d'une balle au cou.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre, le soldat Emmanuel Yaya en service au 22ème Bataillon d'infanterie motorisée appartenant à la 21ème brigade d'infanterie motorisée a été cruellement égorgé par une autre escouade de terroristes. En dépit de ces pertes, les investigations menées par les forces de défense, et de sécurité ont permis de mettre la main sur six dangereux suspects porteurs au moment de leur interpellation de 12 munitions de 7,62 millimètres dans la localité de Misaje, département du Donga Mantung, région du Nord-Ouest.

Ce bilan est la substance d'un communiqué rendu public en fin de semaine par Issa Tchiroma Bakary, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement. Devant les journalistes, le Mincom a déclaré : « Je le dis avec force et conviction, dans la mesure où nous avons été très souvent pris à partie par certains, sans doute naïfs, qui à un certain moment ont pu penser qu'il s'agissait alors pour le gouvernement d'entretenir l'amalgame autour de la crise qui portait sur de simples revendications corporatistes ou républicaines exprimées par des manifestants dociles et pacifiques ».

Avant de poursuivre qu'« on nous a alors accusés de diaboliser des interlocuteurs de bonne foi qui ne demandaient qu'à être écoutés et invités au dialogue ». Pourtant, affirme le porte-parole du gouvernement, « les sécessionnistes viennent de déclarer la guerre à la République ». Cela n'a plus rien à voir avec la nécessaire expression d'une vue ou d'une opinion, fût-elle contraire à celle d'autres citoyens, mais qui participe de l'indispensable dialogue pour la construction d'un avenir et d'un vivre-ensemble immuable.